



## RETOUR SUR LA PRIVATISATION DE L'AÉROPORT DE TOULOUSE-BLAGNAC : *Y AURAIT-IL UN BON ET UN MAUVAIS CAPITAL ?*

En décidant d'ouvrir le Capital de la société d'exploitation de l'aéroport de Toulouse, le gouvernement confirme non seulement le désengagement de l'État dans les aéroports français et plus généralement dans l'ensemble du secteur public, mais surtout sa servitude indécente au Capital pour l'aider à étendre son emprise partout et dans tous les domaines. Le mécanisme est rodé et pas nouveau : on a volontairement créé une dette publique – entièrement privée ! – pour asservir à perpétuité les peuples et pour « justifier » les politiques d'austérité mises en place par les gouvernements successifs qui elles-mêmes « justifient », entre autres, la vente des bijoux de famille. Et c'est coup double pour le Capital, cela lui permet de rentrer dans toutes les entreprises où il n'était pas encore présent pour piller – encore plus – les richesses créées par les seuls travailleurs ; tout cela avec la complicité de ses serviteurs zélés au pouvoir qui, n'ayant pas eu mandat du Peuple pour cela, n'ont aucune légitimité sur ce sujet...

Mais comment le Capital, par ce type d'opération extrêmement néfaste pour le monde du Travail, arrive-t-il à déposséder à chaque fois des millions de copropriétaires – car les biens de la Nation appartiennent à tous les citoyens, à tous les travailleurs – sans aucune réaction subversive des spoliés de leur propriété collective ? Dit autrement, quels mécanismes permettent de conserver cet ordre établi malgré les luttes ?

### **UN CADRE INSTITUTIONNEL CONÇU POUR SERVIR ET SAUVEGARDER EN TOUTE SITUATION LE SYSTÈME CAPITALISTE**

---

**Les institutions mises en place par le Capital – qu'elles soient nationales ou plus récemment européennes – ne permettront jamais au Travail de s'émanciper, car il en est exclu.** Elles ne sont là que pour conserver l'ordre établi – à aucun moment, il ne doit être envisagé de sortir du système capitaliste – et le plus significatif est de voir que tous les partis institutionnels – ceux reconnus légitimes par le Capital – ont un rôle à jouer.

Toutes ces opérations pilotées par le Capital comme la privatisation de l'aéroport de Toulouse montre le rodage parfait du cadre institutionnel. D'ailleurs, qui des partis institutionnels conteste la dette dite publique ? Il n'est donc pas étonnant que les débats sur ce type de privatisation portent presque uniquement sur le nom et la provenance des « investisseurs » pour que la collectivité ne puisse s'y retrouver... **Y aurait-il un bon et un mauvais Capital ?**

Concernant l'aéroport de Toulouse, étaient prédateurs potentiels des investisseurs chinois, Vinci associé à la Caisse des Dépôts, Aéroports de Paris associé à Predica (groupe Crédit Agricole) et Natixis-Cube. Pis, au gouvernement d'ajouter que la puissance publique restera actionnaire majoritaire ! Ouf ! Finalement, l'aéroport de Toulouse restera sous maîtrise publique par l'État actionnaire – ce qui l'autorise lui aussi à se servir dans les richesses créées... Mieux encore, les liquidateurs au pouvoir s'engagent secrètement à ce que l'État vote toujours en faveur de l'acquéreur chinois, aussi minoritaire soit-il, pour qu'il puisse décider de ce qu'il veut, sans que la puissance publique française ne les en empêche ! Encore un mensonge d'État des serviteurs du Capital au pouvoir...

Du coup, pour se démarquer, les partis reconnus légitimes par le Capital choisissent leur « bon » investisseur. Chacun doit composer dans le cadre capitaliste qu'il protège. Ainsi, le "Capital PCF" pourrait se définir par des investisseurs publics, ou éventuellement une mixité des capitaux publics/privés ; le "Capital PS" défendrait des investisseurs « raisonnables », maîtrisés ; le "Capital écolo" avec des investisseurs « soucieux de l'environnement » ; et l'extrême droite qui interdirait les investisseurs étrangers de venir voler le Capital des Français ! Ainsi, et par exemple, face à l'offre plus généreuse des « investisseurs » chinois, le maire de Blagnac déclarait que « *le plus offrant n'est pas forcément le mieux-disant* ». Pour lui, les offres françaises sont « *plus raisonnables* » et « *plus soucieuses de l'environnement et des riverains* ». À nous d'imaginer que les riverains puissent s'inquiéter d'un « investisseur » trop « bon » qui engendrerait une croissance trop forte du chiffre d'affaires et des dividendes – et donc une croissance du trafic gênante pour eux ! Finalement, pas étonnant que le Travail soit exclu de ces institutions et qu'il ne puisse s'y retrouver !

## **LE POINT DE VUE RÉVOLUTIONNAIRE DE SORTIE DU CAPITALISME, SEULE ISSUE FAVORABLE POSSIBLE POUR LE TRAVAIL**

---

**Seul le Travail crée des richesses.** C'est non seulement pour cela que le Capital, ce parasite, se sent si bien dans les lieux de production et qu'il veut que tous restent dominés, mais surtout cela montre qu'un « investisseur », quel qu'il soit, ne peut investir que les richesses créées par le monde du Travail qu'il a ou devra confisquer. Ainsi, les 300 millions d'euros « apportés » par les Chinois sont soit de l'argent pillé dans les richesses créées par des dividendes ou autre, soit de l'argent inexistant qui sera récupéré dans les futures richesses créées. Dans tous les cas, il y a vol, et pire, le deuxième pousse au crime. Et cerise sur le gâteau, le Parasite s'octroie le droit de vie ou de mort sur les spoliés, et décide de tout dans l'entreprise où il sévit en toute légalité.

Et le Capital, qu'il soit français ou étranger, raisonnable ou pas, écolo, privé, public ou même l'État, c'est uniquement un Parasite qui doit être combattu comme tel. Le Travail ne pourra s'émanciper qu'en sortant du système capitaliste. Pour cela, condition nécessaire et indispensable, il faut délégitimer ces institutions à son service qui font que les prétendus élus du Peuple se soumettent ; dit autrement, **le changement révolutionnaire de société ne passera pas par les élections dans les urnes que le Parasite a déposé pour l'apparence démocratique.**

Le carcan dans lequel le Capital nous a enfermés est mortifère. En sortir, c'est respirer et s'assumer pleinement en tant que producteurs de richesses. D'ailleurs, la dette est une conception purement capitaliste, et a été montée de toute pièce. Sortir de ce cadre, la rend caduque et nous permettra d'explorer d'autres horizons. Imaginons un instant, une société sans dette, ne serions-nous pas plus libres ?

**En tant que seuls producteurs de richesses, nous sommes les seuls légitimes à décider des affaires du pays.** Tous les partis institutionnels, du FDG au FN, ont leur rôle à jouer, et cela se vérifie dans tous les conflits durs où il faut verrouiller toute possibilité de renverser l'ordre établi. Enfin, il est surprenant de voir qu'un service public est un coût et qu'il devient richesses uniquement quand le Parasite s'y est glissé ! **Affirmons haut et fort que tout le Travail peut être créateur de richesse ; il ne tient qu'à nous de décider démocratiquement – une fois notre souveraineté retrouvée – quelles richesses produire et dans quel but, pour subvenir aux besoins collectifs. Seul ce point de vue révolutionnaire pourra mener enfin à une lutte victorieuse ! Au moment où le Capital se croit tout permis, il y a urgence à ce que le Travail affirme ses exigences !**

Le 29 mars 2015